

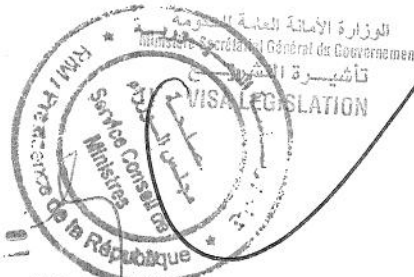
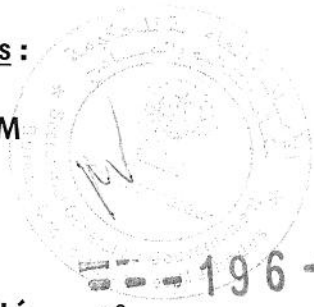
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur-Fraternité-Justice

Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs

Visas :

B.O.M



D.G.L.T.E.J.O

Arrêté n° 196 /M.A.E.P.S.P/ portant réorganisation et fonctionnement des instances de pilotage de la seconde phase du Programme National de Développement du Secteur Educatif (PNDSE)

Le Ministre des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs ;

- ❖ Vu le décret n° 157 - 2007 du 06 septembre 2007, relatif au Conseil des Ministres et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres ;
- ❖ Vu le décret n° 155 - 2020 du 09 août 2020, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- ❖ Vu le décret n° 169 - 2020 du 22 septembre 2020, fixant les attributions du Ministre des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- ❖ Vu l'arrêté n° 2757/M.A.E.D/ du 11 août 2014, portant création, organisation et fonctionnement des instances de pilotage de la seconde phase du Programme National de Développement du Secteur Educatif (PNDSE).

ARRÊTE

Article premier : Le présent arrêté a pour objet la réorganisation et le fonctionnement des instances de pilotage de la seconde phase du Programme National de Développement du Secteur Educatif (PNDSE).

Article 2 : Les instances de coordination du Programme National de Développement du Secteur Educatif (PNDSE) se composent :

- D'un Comité de Pilotage (CP) ;
- Des Comités de Coordination des Sous-Programmes (CCSP).

SECTION 1 : LE COMITE DE PILOTAGE (CP)

Article 3 : Le Comité de Pilotage (CP) du PNDSE a pour missions principales de superviser les processus de programmation, de mise en œuvre et de suivi des activités du Programme. Dans le cadre de l'exercice de ses missions, le CP est chargé notamment :

- D'assurer la coordination des actions des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme ;
- De s'assurer de la pertinence des activités programmées et de la cohérence d'ensemble avec les stratégies nationales et pertinentes et les objectifs de développement du Secteur ;
- D'assurer la concertation requise avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) soutenant le Programme à travers notamment la tenue régulière des réunions du Groupe Local des Partenaires de l'Education (GLPE). Et à ce titre il devra aussi veiller à la cohérence et à la complémentarité de leurs appuis ;
- De veiller à ce que la programmation et la budgétisation des activités respectent les conventions et accords signés pour le financement du Programme ;
- De suivre l'évolution des indicateurs de performance du Programme notamment sur la base des rapports d'avancement, des rapports d'audit et des rapports d'évaluation ;
- De superviser la préparation des revues annuelles et de valider leurs documents ;
- De veiller à la préparation des diverses requêtes de financement du Programme et d'organiser les différentes rencontres de mobilisation de nouveaux fonds ;
- De présenter devant les instances et structures concernées, la proposition de budget gouvernemental en appui au Programme (BCI - PNDSE) ;
- De préparer et d'organiser, au moins une fois par an, et notamment après chaque revue annuelle conjointe du PNDSE, une réunion des Ministres en charge du Programme pour leur présenter le bilan de l'année écoulée, le plan d'action de l'année à venir et les recommandations de la Revue. Les partenaires extérieurs du Programme pourront, en cas de besoin, être invités à y assister. Cette réunion sera aussi l'occasion de présenter aux Ministres l'état des financements du Programme et les déficits potentiels freinant l'atteinte de ses objectifs.

Article 4 : Le CP du PNDSE est composé comme suit :

Président : Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs ;

Membres :

- Un représentant pour la question de la réforme de l'Education Nationale ;

- Un représentant du ministère en charge du préscolaire et de l'éducation des enfants à besoins spécifiques ;
- Un représentant du ministère en charge du fondamental et du secondaire ;
- Un représentant du ministère en charge de la formation professionnelle ;
- Un représentant du ministère en charge l'enseignement supérieur ;
- Un représentant du ministère en charge de l'alphabétisation et de l'enseignement originel ;
- Un représentant de la direction en charge de la programmation budgétaire au Ministère en charge des finances ;
- Un représentant de l'Association des Maires de Mauritanie ;
- Un représentant des Présidents de Région ;
- Un représentant de la direction en charge de la mobilisation des financements au MAEPSP ;
- Un représentant de la direction en charge des stratégies de développement au MAEPSP ;
- Le Directeur des Projets Education Formation (DPEF) au MAEPSP ;
- Un représentant de la Fédération Nationale des Associations des Parents d'élèves et des Etudiants ;
- Un représentant de la société civile active dans le secteur de l'éducation.

Article 5 : Les membres représentant les divers Départements de l'éducation doivent être des responsables de l'encadrement supérieur des ministères (Chargés de mission, conseillers, directeurs) ou justifier d'une très bonne connaissance de la problématique éducative nationale.

Chaque responsable devra suivre auprès de son Département, la mise en vigueur des décisions et recommandations issues des réunions du Comité.

Ils devront communiquer, à la DPEF pour consolidation, tous les trimestres, les données de mise en œuvre du Programme au niveau de leur Département.

Article 6 : Le membre représentant la société civile est désigné par le Département de tutelle parmi les réseaux actifs dans le Secteur de l'Education. Il a l'obligation d'informer les principales organisations de la société civile du Secteur, des activités du Comité et de l'état de la mise en œuvre du Programme et recueillir leur avis. Il devra en faire part lors des réunions du Comité et du GLPE.

Article 7 : Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par la Direction des Projets Education et Formation. Elle assure aussi l'appui technique au Comité et à ce titre, elle devra :

- Présenter au Comité une situation trimestrielle d'avancement des activités programmées pour l'année en cours ;
- Préparer, sous la supervision du CP, les revues annuelles et élaborer leurs différents documents ;
- Suivre les recommandations des études, rapports de missions des PTFs et évaluations du Programme et ses projets et en tenir compte le Comité ;

- Préparer les diverses communications préparées par le CP et destinées aux ministres en charge du PNDSE et aux PTFs

Article 8 : Le Comité de Pilotage se réunit tous les trois (3) mois et chaque fois que nécessaire sur convocation de son président.

Article 9 : En cas d'empêchement du Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, il pourra désigner parmi les membres du Comité, un président de réunion.

Article 10 : Les réunions du CP feront l'objet de procès-verbaux dont des copies devront être transmises aux Ministres des Départements impliqués dans la mise en œuvre du PNDSE II.

Article 11 : Le Comité peut faire appel à toute personne ressource ou créer des commissions pour préparer, valider ou exécuter des tâches de nature à faciliter ou garantir une meilleure efficacité dans la réalisation des activités du Programme. Ces personnes ressources ou commissions feront l'objet de TDR et de mandat précis.

Article 12 : Le Comité peut s'élargir à toute personne ressource dont la présence permanente est jugée pertinente. Elle doit appartenir aux Départements impliqués dans le PNDSE et y occuper un poste de responsabilité.

SECTION 2 : LES COMITES DE COORDINATION DES SOUS-PROGRAMMES (CCSP)

Article 13 : Le Programme comprend des Comités de Coordination des Sous-Programmes (CCSP). Les CCSP sont ceux de :

1. Le Préscolaire et de l'Education des Enfants à Besoins Spécifiques ;
2. L'Alphabétisation et de l'Enseignement Originel ;
3. L'Enseignement Fondamental et l'Enseignement Secondaire ;
4. La Formation Technique et Professionnelle ;
5. L'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique.

Article 14 : Chaque Comité de Coordination de Sous-Programme est chargé :

- de coordonner les interventions des acteurs du Département qui jouent un rôle dans l'exécution du plan d'actions du PNDSE qui lui est propre ;
- de s'assurer de la mobilisation et de la mise en œuvre des moyens humains et logistiques nécessaires pour l'exécution des activités programmées ;
- de produire une situation mensuelle sur la mise en œuvre du PNDSE au niveau du Département ;
- d'exprimer les besoins de financements et faire une proposition annuelle sur le budget public appuyant le PNDSE, le BCI - PNDSE.

Article 15 : Chaque CCSP tiendra une réunion mensuelle, au moins, pour suivre l'état d'avancement de ses activités et faire la situation de l'état de mise en œuvre des actions programmées le concernant.

Cette réunion fera l'objet d'un procès-verbal dont une copie doit être communiquée au Ministre de tutelle et une autre devra être transmise au Comité de Pilotage.

Article 16 : La composition de chaque CCSP est fixée par note de service du Ministère en charge du sous-secteur concerné. Elle doit comprendre uniquement les premiers responsables des inspections, directions et structures en charge directe des sous-secteurs de l'éducation.

Article 17 : La présidence de chaque CCSP est assurée par le responsable d'encadrement membre du Comité de Pilotage qui représente le Département concerné.

Article 18 : Les jetons de présence et les avantages potentiels du Président et des membres du Comité de Pilotage, des CCSP ou des comités créés par le CP ainsi que des personnes ressources mobilisées pour les travaux des instances du PNDSE, sont arrêtés par le Comité sur proposition de la DPEF.

Article 19 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment celles de l'arrêté n° 2757 /M.A.E.D/ du 11 août 2014, portant création, organisation et fonctionnement des instances de pilotage de la seconde phase du Programme National de Développement du Secteur Educatif (PNDSE).

Article 20 : Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et de la Promotion des Secteurs Productifs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le..... 25 FEV 2021

Ousmane Mamoudou KANE

Ampliations :

- P.M/S.G.G
- M.S.G.P.R
- M.A.E.P.S.P
- Les départements concernés
- I.G.E
- J.O
- A.N



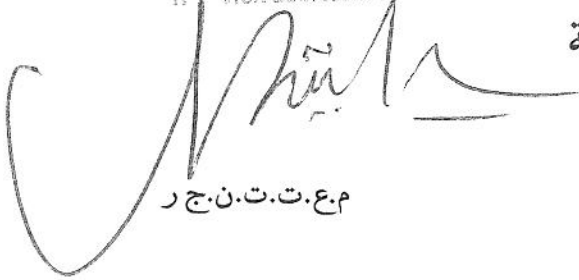
الجمهورية الإسلامية الموريتانية

شرف. إخاء. عدل

الوزارة العامة للمالية
Ministère des Finances et du Trésor

تأهيلية التشريعات
II VISA LEGISLATION

وزارة الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية


م.ع.ت.ن.ج.ر



تأشيرات: م.ت.م

مقرر رقم...../و.ش.إ.ت.ق.إ/ يتضمن إعادة تنظيم وسير عمل هيئات قيادة المرحلة الثانية من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب

إن وزير الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية؛

بعد الإطلاع على:

- ❖ المرسوم رقم 157 - 2007 الصادر بتاريخ 06 سبتمبر 2007، المتعلق بمجلس الوزراء وبصلاحيات الوزير الأول والوزراء؛
- ❖ المرسوم رقم 155 - 2020 الصادر بتاريخ 09 أغسطس 2020، المتضمن تعيين أعضاء الحكومة؛
- ❖ المرسوم رقم 169-2020 الصادر بتاريخ 22 سبتمبر 2020، المحدد لصلاحيات وزير الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- ❖ المقرر رقم 2757 /و.ش.إ.ت.ق.إ/ الصادر بتاريخ 11 أغسطس 2014، المتعلق بإنشاء وتنظيم وسير عمل هيئات قيادة المرحلة الثانية من البرنامج الوطني لتنمية القطاع التربوي.

يقرر:

المادة الأولى: يهدف هذا المقرر إلى إعادة تنظيم وسير عمل هيئات قيادة المرحلة الثانية من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب.

المادة 2: تتكون هيئات تنسيق البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب من:

- لجنة قيادة؛
- لجان تنسيق البرامج الفرعية.

الفرع الأول: لجنة القيادة:

- ممثلا عن الوزارة المكلفة بالتكوين المهني؛
- ممثلا عن الوزارة المكلفة بالتعليم العالي؛
- ممثلا عن الوزارة المكلفة بمحو الأمية والتعليم الأصلي؛
- ممثلا عن الإدارة المكلفة ببرمجة الميزانية بالوزارة المكلفة بالمالية؛
- ممثلا عن رابطة العمد الموريتانيين؛
- ممثلا عن رؤساء الجهات؛
- ممثلا عن المديرية المكلفة بتعبئة التمويلات على مستوى وزارة الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية؛
- ممثلا عن المديرية المكلفة بالاستراتيجيات التنموية على مستوى وزارة الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية؛
- مدير مشاريع التهذيب والتكوين على مستوى وزارة الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية؛
- ممثلا عن الاتحادية الوطنية لروابط آباء التلاميذ والطلاب؛
- ممثلا عن المجتمع المدني الناشط في قطاع التهذيب.

المادة 5: يجب أن يكون الأعضاء الممثلون للقطاعات المعنية بالتعليم مسؤولين سامين في التأطير بتلك الوزارات (مكلفين بمهام، مستشارين، مديرين) أو أن يبرهنوا على وعيهم بالإشكالية التربوية الوطنية. على كل مسؤول أن يتابع على مستوى قطاعه تنفيذ القرارات والتوصيات الصادرة عن اجتماعات اللجنة. وعليهم موافاة مديرية مشاريع التهذيب والتكوين فصليا بحصيلة تنفيذ البرنامج على مستوى قطاعاتهم.

المادة 6: يتم تعيين العضو الممثل للمجتمع المدني من طرف القطاع الوصي على المجتمع المدني من بين الشبكات الناشطة في قطاع التهذيب. وهذا العضو ملزم بإبلاغ أهم منظمات المجتمع المدني بالقطاع بنشاطات اللجنة وبوضعية تنفيذ البرنامج، كما أن عليه التبليغ عن ذلك عند اجتماع اللجنة أو مجموعة الشركاء المحليين للتهذيب.

المادة 7: تقوم مديرية مشاريع التهذيب والتكوين بأعمال سكرتاريا لجنة القيادة، كما أنها تقدم الدعم الفني لها وفي هذا الإطار يجب عليها:

- أن تقدم للجنة حصيلة فصلية عن تقدم النشاطات المبرمجة في السنة الجارية؛
- أن تقوم تحت إشراف لجنة القيادة بتحضير المراجعة السنوية وإعداد مختلف الوثائق؛
- أن تتابع توصيات الدراسات وتقارير بعثات الشركاء الفنيين والماليين وتقييمات البرنامج ومشاريعه وأن تقوم بإطلاع اللجنة عليها؛
- أن تحضر مختلف البيانات التي تعدها لجنة القيادة والموجهة للوزراء المسؤولين عن البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب ولشركاء الفنيين والماليين.

المادة 8: تجتمع لجنة القيادة مرة كل ثلاثة (3) أشهر كما تجتمع كلما دعت الضرورة لذلك باستدعاء من رئيسها.

المادة 9: في حالة وجود مانع لدى الأمين العام لوزارة الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية، بإمكانه أن يعين من بين أعضاء اللجنة من يرأس اجتماعها.

المادة 10: تكون اجتماعات لجنة القيادة موضوع محاضر تحال نسخ منها لوزراء القطاعات المعنية بتنفيذ البرنامج.

المادة 11: بإمكان اللجنة الاستعانة بأي شخصية مرجعية أو إنشاء لجان للمساعدة في تحضير أو تنفيذ مهام من شأنها ضمان تنفيذ أفضل لنشاطات البرنامج وضمان نجاعتها. وتكون هذه الشخصيات المرجعية واللجان موضوع شروط مرجعية وبأمورية محددة.

المادة 12: بإمكان اللجنة أن تضم إليها أي شخصية مرجعية يعتبر حضورها الدائم مفيدا لها. على أن تنتمي لأحد القطاعات المعنية بالبرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب وتشغل فيه مسؤولية.

الفرع الثاني: لجان تنسيق البرامج الفرعية

المادة 13: يشتمل البرامج على لجان لتنسيق البرامج الفرعية وذلك على النحو التالي:

1. التعليم قبل المدرسي والتعليم الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة؛
2. محو الأمية والتعليم الأصلي؛
3. التعليم الأساسي والتعليم الثانوي؛
4. التكوين التقني والمهني؛
5. التعليم العالي والبحث العلمي.

المادة 14: تكلف كل لجنة تنسيق للبرنامج الفرعي بما يلي:

- تنسيق تدخلات الفاعلين بالقطاع الذين يضطلعون بدور ما في تنفيذ خطة عمل البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب على مستوى قطاعها؛
- التأكد من تعبئة الموارد البشرية واللوجستية اللازمة لتنفيذ النشاطات المبرمجة؛
- إعداد ورقة شهرية عن تنفيذ البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب على مستوى القطاع؛
- تحديد الحاجات من التمويلات وصياغة مقترح سنوي بها على الميزانية العمومية الداعمة للبرنامج (أي الميزانية المدعمة للاستثمار).

المادة 15: تجتمع لجنة تنسيق البرنامج الفرعي بصفة منتظمة - على الأقل مرة واحدة شهريا - وذلك لمتابعة تقدم نشاطاتها والوقوف على وضعية تنفيذ النشاطات المبرمجة لصالحها.

يكون الاجتماع موضوع محضر توجه نسخة منه للوزير الوصي وتحال أخرى للجنة القيادة.

المادة 16: تحدد تشكيلة كل لجنة تنسيق فرعية للبرنامج بمذكرة عمل صادرة عن الوزارة المسؤولة عن القطاع الفرعي المعني. ويجب أن تضم حصرا المسؤولين الأول في المفتشيات والإدارات والبنيات المسؤولة مباشرة عن القطاعات الفرعية للتهذيب.

المادة 17: يرأس كل لجنة تنسيق فرعية للبرنامج مسؤول التأطير العضو في لجنة القيادة والذي يمثل القطاع المعني.

المادة 18: إن تعويضات بدل الحضور وأي امتيازات محتملة لرئيس وأعضاء لجنة القيادة ولجان التنسيق الفرعية للبرنامج أو لأي لجان يتم إنشائها من طرف لجنة القيادة والشخصيات المرجعية المعبأة للمساعدة في أعمال هيئات البرنامج الوطني لتنمية قطاع التهذيب، تحددها اللجنة بناء على اقتراح من مديرية مشاريع التهذيب والتكوين.

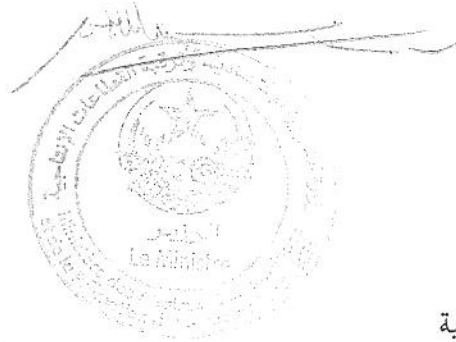
المادة 19: تلغى كافة الترتيبات السابقة المخالفة لهذا المقرر، وخاصة تلك الواردة في المقرر رقم 2757/و.ش.إ.ت/ الصادر بتاريخ 11 أغسطس 2014، المتعلق بإنشاء وتنظيم وسير عمل هيئات قيادة المرحلة الثانية من البرنامج الوطني لتنمية القطاع التربوي.

المادة 20: يكلف الأمين العام لوزارة الشؤون الاقتصادية وترقية القطاعات الإنتاجية بتنفيذ هذا المقرر الذي ينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

25 FEB 2021

حرر بنواكشوط بتاريخ

عثمان مامودو كان



التوزيع:

- و.أ.ع.ح
- و.أ.ع.رج
- و.ش.إ.ت.ق.إ.
- القطاعات المعنية
- م.ع.م
- ج.ر
- و.و